



## CHAPITRE 146

### LOI CONCERNANT LES PRIVILÈGES DES JUGES DE PAIX, DES MAGISTRATS ET AUTRES OFFICIERS REM- PLISSANT DES DEVOIRS PUBLICS

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé.  
des privilèges des juges de paix et des magistrats.*

**2.** Tout juge de paix, officier ou autre personne rem-  
plissant des devoirs publics, poursuivi en justice pour  
dommages-intérêts à raison des actes faits par lui dans  
l'exécution de ses fonctions, peut, en tout temps, sous  
un mois à compter du jour de la signification de l'avis  
mentionné dans l'article 88 du Code de procédure civile,  
offrir de payer une compensation à la partie demande-  
resse ou à son avocat, par offres réelles; et, dans le cas  
où cette compensation n'est pas acceptée, il peut allé-  
guer l'offre comme exception ou fin de non recevoir à  
l'action intentée contre lui, avec toute autre défense  
et consigner le montant offert.

Juge de paix,  
etc., poursui-  
vi, peut offrir  
de payer com-  
pensation.

Si le tribunal ou le jury trouve que le montant offert  
est suffisant, un jugement ou verdict doit être rendu en  
faveur du défendeur.

Si le montant  
est suffisant.

Si le tribunal ou le jury trouve que le montant n'est  
pas suffisant, ou que la compensation n'a pas été offerte,  
et si les autres questions sont aussi décidées contre le  
défendeur, ou si la décision est rendue contre le défen-  
deur lorsqu'il n'a été fait ou allégué aucune offre de  
payer la compensation, le tribunal ou le jury rend son  
jugement ou verdict en faveur du demandeur, avec tels  
dommages qui sont jugés convenables, et le demandeur  
recouvre ses frais d'action. S. R. (1909), 3384; 15  
Geo. V, c. 10 s. 17.

Si le montant  
n'est pas suf-  
fisant.

**3.** Le défendeur peut plaider la dénégation générale  
seulement et qu'il n'est pas coupable, et alléguer les ma-  
tières spéciales comme justification ou excuse, ou qu'il  
n'a reçu aucun avis d'action, et tout cela, d'une manière

Dénégation  
générale et  
plaidoyer  
spécial.

aussi pleine et entière que si chacun de ces faits eût été spécialement plaidé. S. R. (1909), 3385.

Frais accordés au défendeur s'il réussit.

4. Si, dans une semblable action, jugement est rendu en faveur du défendeur, ou si le demandeur discontinue son action, le défendeur a droit de recouvrer du demandeur ses frais comme entre avocat et client; mais, en aucun cas, il ne doit être alloué ou taxé contre le demandeur des frais doubles ou triples. S. R. (1909), 3386.

Prescription des actions.

5. Aucune telle action ou poursuite ne peut être intentée contre un juge de paix, un officier ou toute autre personne agissant comme susdit, pour un acte qu'ils ont fait dans l'exécution de leurs devoirs publics, à moins qu'elle ne soit commencée dans les six mois qui suivent la commission de l'infraction. S. R. (1909), 3387.

Protection de certains fonctionnaires.

6. Nulle action ne peut être intentée contre un juge des sessions, magistrat de police, magistrat de district, juge de paix ou officier quelconque à raison d'un acte fait en vertu d'une disposition statutaire du Canada ou de la province, pour le motif que cette disposition est inconstitutionnelle. S. R. (1909), 3387a; 15 Geo. V, c. 10, s. 18.

Protection accordée aux magistrats et dans quels cas.

7. Les juges de paix, officiers ou autres personnes ont droit à la protection et aux privilèges accordés par la présente loi dans tous les cas où ils ont agi de bonne foi dans l'exécution de leurs devoirs, bien qu'en faisant un acte, ils aient excédé leurs pouvoirs ou leur juridiction, et aient agi clairement contre la loi. S. R. (1909), 3388.

---